

Unité départementale du Calvados
1 rue du recteur Daure
CS 60040
14070 Caen

Caen, le 04/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

COOPERATIVE DE CREULLY

ZA Sud
Route de Martragny
14480 Creully sur Seulles

Références : 2024-153
Code AIOT : 0005302875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2024 dans l'établissement COOPERATIVE DE CREULLY implanté Rue de la Gare BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE 14740 Thue et Mue. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a consisté à contrôler les suites données à la précédente inspection menée en août 2023 à l'issue de laquelle plusieurs constats avaient été formulés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE DE CREULLY
- Rue de la Gare BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE 14740 Thue et Mue
- Code AIOT : 0005302875

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploité par la COOPERATIVE de CREULLY sur la commune de BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE est implanté dans la zone industrielle sur les parcelles cadastrées Section B2 n°474 et 480 et représente une surface de l'ordre de 2,2 ha.

L'établissement est constitué :

- d'un bâtiment de stockage d'engrais solides à base de nitrates,
- d'un magasin de stockage de céréales à plat d'un volume de 45 335 m³ destiné principalement à la collecte et au stockage de blé et d'un silo de stockage vertical comprenant 4 cellules métalliques destiné au stockage de colza,
- d'installations de manutention, pesage et chargement.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Demande d'action corrective	3 mois
5	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a apporté des améliorations notables à ses conditions d'exploitation et engagé une démarche de formalisation de consignes et procédures d'exploitation. L'inspection relève les opérations de nettoyage des installations réalisées depuis la dernière inspection et l'état de propreté du silo. Toutefois, il reste des actions à mener pour clarifier les responsabilités des agents et renforcer les formations à la sécurité des personnels d'exploitation dont certaines sont d'ores et déjà planifiées pour 2024.

L'inspection relève le suivi des opérations de contrôle et d'entretien menées par le service maintenance, mais demande que ce suivi permette de s'assurer de l'exhaustivité des contrôles des équipements de sécurité. De plus, l'inspection relève que le rapport de contrôle des installations électriques doit être parcouru dans son intégralité de manière à vérifier que le contrôle réalisé a bien porté sur l'ensemble des installations et le cas échéant, de prévoir de compléter le contrôle réglementaire si des installations n'ont pu l'être le jour J par l'organisme de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'exploitation du silo est placée sous la responsabilité de Monsieur GUERIN qui a trois adjoints. Pour pouvoir le suppléer, ses trois adjoints doivent avoir le même niveau de formation et une fiche de poste d'adjoint mentionnant leurs prérogatives. L'inspection demande à l'exploitant d'établir une fiche de poste d'adjoint au responsable de l'exploitation du silo dans la mesure où il peut suppléer son responsable dans ses missions de surveillance des conditions d'exploitation du silo. L'exploitant s'assurera que les adjoints ont effectivement suivi les formations liées à la sécurité des installations nécessaires à l'exercice de la responsabilité découlant de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004. Les fiches de poste de responsable du site de Bretteville l'Orgueilleuse et celle du responsable d'exploitation des sites de la Coopérative de Creully transmises à la suite de la dernière inspection du 31 août dernier ne comportent pas de thématiques spécifiques relatives à la protection de l'environnement et à la sécurité du silo et des installations annexes. Compte-tenu des obligations réglementaires liées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004, l'inspection demande à l'exploitant de compléter les fiches de poste du chef d'exploitation et de ses adjoints susceptibles de le suppléer sur ces sujets de sécurité et de protection de l'environnement. Le responsable d'exploitation des sites a formalisé un plan de formation pour les personnels des silos y compris le silo de Bréteville. Des formations sont prévues au 1er semestre 2024. L'inspection relève que la fréquence de renouvellement des formations retenue est d'au moins tous les 5 ans. Interrogé sur les formations relatives au maniement des extincteurs, le responsable d'exploitation du silo de Bretteville a précisé que des exercices internes de manipulation sont régulièrement réalisés, mais ces exercices ne sont pas formalisés. L'inspection engage l'exploitant à formaliser ces exercices internes et à les intégrer dans le plan de formation des personnels. L'exploitant a également informé l'inspection de son intention de former les personnels d'exploitation à l'élaboration de permis de feu au cours de 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation après intervention
Prescription contrôlée : Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations

comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.

Constats :

Suite à l'inspection du 31 août 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection une consigne d'exploitation relative à la mise à l'arrêt et à la reprise de l'exploitation, la conduite à tenir en cas d'incendie ou d'évacuation, une consigne générale en cas d'accident ou de départ de feu. L'examen de ces documents a suscité des observations développées lors de l'inspection du 28/02/2024. En particulier, la consigne d'exploitation relative à l'arrêt et à la reprise d'exploitation est à adapter pour tenir compte des appareils de sécurité et de sûreté effectivement présents sur le site (pas de détection incendie, pas d'alarme, pas de caméra). De plus, la reprise d'exploitation passe par différentes étapes comprenant la mise en fonctionnement à vide des installations pour s'assurer de leur bon fonctionnement avant d'entamer le chargement ou le déchargement de céréales. Cette étape n'apparaît pas dans la consigne.

L'exploitant n'a pas fourni de procédure d'exploitation listant les contrôles à effectuer en marche normale.

L'exploitant a précisé qu'il dispose d'une supervision des installations permettant de les piloter et de détecter les dysfonctionnements.

Par ailleurs, les installations sont régulièrement contrôlées par la maintenance qui a défini un plan de contrôle des équipements de sécurité. La consultation du reporting des contrôles réalisés a permis de constater le respect de la fréquence des contrôles, toutefois il a été relevé que l'exhaustivité des matériels contrôlés n'était pas vérifiable dans la mesure où les matériels contrôlés ne sont pas individuellement identifiés. En effet, sont mentionnés les dates et les résultats des contrôles par famille d'équipement (contrôleur de rotation, déport de bande, détecteur de bourrage de transporteur à chaîne, ...), mais les matériels contrôlés ne sont pas listés.

L'exploitant a instauré un contrôle au moins annuel de l'ensemble des arrêts d'urgence du silo. Le reporting ne fait pas état des arrêts d'urgence testés.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'adapter et de compléter sa consigne d'arrêt et de reprise d'exploitation et d'améliorer le reporting des contrôles des équipements de sécurité de manière à être en capacité de justifier de l'exhaustivité des contrôles réalisés.

Lors de la visite des installations, l'inspection a relevé que l'exploitant avait procédé au nettoyage de la tour de manutention et des silos comprenant les structures, poutrelles, équipements, moteurs, rampes,.... De plus, les témoins d'empoussiérage ont été refaits : ils sont désormais apparents. Les installations étaient propres et en bon état. L'exploitant a précisé qu'il allait poursuivre le nettoyage des structures au fur et à mesure de leur accessibilité.

L'exploitant testerait annuellement sa défense incendie (avant saison) en utilisant un poteau incendie pour vérifier la délivrance d'eau incendie en pression depuis la réserve incendie et les installations de pompage. Le résultat de ce test est reporté sur le tableau de suivi des contrôles des équipements de sécurité.

Enfin, l'exploitant a présenté la liste de ses demandes d'entretien de toute nature faites en octobre 2023 auprès de la maintenance en vue de définir le programme des travaux d'entretien de l'année suivante. Interrogé sur les suites données à cette liste, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas eu connaissance des décisions prises. De plus, parmi les points listés, l'inspection a relevé une demande de finir l'installation des détecteurs de rotation. L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser si cette opération était terminée ou non, les informations reportées sur le contrôle de ces équipements ne le permettaient pas au jour de l'inspection. Il semble nécessaire de développer le partage des informations entre la maintenance et l'exploitant de manière à ce

que ce dernier soit informé au plus tôt de l'état de ces installations et du devenir de ses demandes d'entretien.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'adapter et de compléter sa consigne d'arrêt et de reprise d'exploitation et d'améliorer le reporting des contrôles des équipements de sécurité de manière à être en capacité de justifier de l'exhaustivité des contrôles réalisés.

L'inspection demande à l'exploitant de fournir une procédure d'exploitation listant les contrôles à effectuer en marche normale.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de préciser sous trois mois les suites données ou prévues à l'état récapitulatif des demandes d'entretien formulées en octobre 2023 avec les justifications ad hoc. Un point spécifique sera fait sur la demande de finir d'installer les détecteurs de rotation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3mois

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu

Prescription contrôlée :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Constats :

Le responsable d'exploitation des silos prévoit de former l'ensemble des chefs de silos et leurs adjoints à la réalisation de permis de feu et à l'analyse des risques associés à une intervention par point chaud au cours de 2024.

Le représentant de l'exploitant signale qu'un seul permis de feu a été établi en 2023.

L'inspection demande à l'exploitant de former les personnels en charge de la délivrance des permis de feu et de prévoir une périodicité de renouvellement de cette formation. Il précisera les modalités de cette formation interne sous trois mois et procèdera à la formation des agents concernés. Il définira des dispositions organisationnelles pour établir et délivrer les permis de feu dans l'attente de la formation de l'ensemble des personnels concernés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de former les personnels en charge de la délivrance des permis de feu et de prévoir une périodicité de renouvellement de cette formation. Il précisera les modalités de cette formation interne sous trois mois et procèdera à la formation des agents

concernés. Il définira des dispositions organisationnelles pour établir et délivrer les permis de feu dans l'attente de la formation de l'ensemble des personnels concernés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée : [...]. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Les installations comportent différents dispositifs permettant de détecter des incidents de fonctionnement et d'entraîner l'arrêt des installations. Ces équipements font l'objet de contrôle préventif de bon fonctionnement au moins annuel et en cas de dysfonctionnement, ils font l'objet de remplacement ou de réparation. Comme relevé au point de contrôle n°2, le suivi de la maintenance préventive ne permet pas de vérifier l'exhaustivité des contrôles réalisés des dispositifs concernés, ni de s'assurer que de conception, les dispositifs en place permettent la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois de : - confirmer que les dispositifs de sécurité en place permettent d'atteindre l'objectif de détection précité, - formaliser le programme de maintenance préventive des équipements de sécurité en précisant la nature des contrôles et entretiens prévus et leur fréquence, - mettre en œuvre un suivi de chacun des équipements pour en garantir l'exhaustivité.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant sous 3 mois de : - confirmer que les dispositifs de sécurité en place permettent d'atteindre l'objectif de détection précité, - formaliser le programme de maintenance préventive des équipements de sécurité en précisant la nature des contrôles et entretiens prévus et leur fréquence, - mettre en œuvre un suivi de chacun des équipements pour en garantir l'exhaustivité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois

N° 5 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'examen du dernier rapport de contrôle des installations électriques réalisé le 29 mars 2023 a révélé que des documents n'étaient pas fournis dont le zonage ATEX et le DRPE. Cela paraît d'autant plus surprenant que l'organisme de contrôle se positionne sur l'absence de danger dans les locaux à risque d'incendie et/ou zones à risques d'explosion. L'inspection a bien noté que le plan de zonage ATEX était disponible en plusieurs endroits sur le site, notamment au sein de la tour de manutention. Il convient de clarifier ce point avec l'organisme de contrôle. De plus, il est mentionné dans le rapport que le dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel n'était pas vérifié. Cette absence de vérification serait due à des impératifs d'exploitation selon le rapport (Cf. p8/12). L'inspection des installations classées demande que les dispositifs différentiels à courant résiduel soient vérifiés dans les meilleurs délais et au plus tard sous trois mois. De même, l'organisme de contrôle mentionne qu'il n'a pu vérifier l'état interne de l'appareillage des matériels HT et des dispositifs de verrouillage associés et qu'il se tient à votre disposition pour définir, selon les termes du contrat, les modalités d'un complément de vérification. L'inspection vous demande de préciser les suites données ou projetées pour procéder aux vérifications correspondantes. Vous nous apporterez ces précisions sous trois mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande que les dispositifs différentiels à courant résiduel soient vérifiés dans les meilleurs délais et au plus tard sous trois mois. L'inspection demande de préciser les suites données ou prévues pour procéder aux vérifications correspondantes sous trois mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3mois